

# Leur guerre d'Algérie : enjeux de mémoire dans la socialisation politique des jeunes Français

*Résumé de la thèse – Paul Max MORIN*

---

La thèse que j'ai le plaisir de présenter au prix de l'INJEP 2023 porte sur les enjeux de mémoire de la guerre d'Algérie dans la socialisation politique des jeunes Français. J'en fais ici un résumé en quatre parties. Une première revient sur le contexte et la problématique à l'origine de cette thèse, une deuxième présente la démarche méthodologique, une troisième synthétise les principaux résultats et la quatrième les attentes d'une génération sur notre rapport collectif à ce passé.

## I. Contexte et questionnements

Cette thèse s'inscrit tout d'abord dans un contexte particulier qui est celui de notre actualité politique et mémorielle. Pensée dans l'onde de choc des attentats de 2015, dans lesquels certains universitaires ou analystes voyaient un retour du refoulé de la guerre d'Algérie ; débutée ensuite en 2017 alors qu'Emmanuel Macron accède à la Présidence de la République, en ayant fait des mémoires de ce conflit un marqueur politique ; cette thèse se termine en 2022, année du 60<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la guerre, mais aussi année d'une élection présidentielle. Ce travail est donc pétri de ce temps politique, mémoriel et générationnel de la guerre d'Algérie.

- **Un temps politique** d'abord car nous constatons la forte présence de la guerre d'Algérie dans l'espace médiatique. Entre appel à la réconciliation ou spectre de la guerre civile, le monde politique se saisit souvent de ce sujet pour lire les tensions dans la société française. Parce qu'elle renvoie à notre relation à la République et à l'Altérité, l'histoire algérienne de la France est intimement liée aux débats sur l'identité nationale.
- **Un temps mémoriel** ensuite car le soixantenaire approchant, la société française s'est mise en mouvement. Un foisonnement d'initiatives associatives, institutionnelles, culturelles ou académiques a conduit à une multiplication et à un renforcement des cadres sociaux de la mémoire de la guerre d'Algérie. Cette thèse s'inscrit donc dans ce moment de passage entre mémoire et histoire que décrit Paul Ricoeur, un moment où nous quittons progressivement le monde des expériences douloureuses d'une part, et des mémoires écrans d'autre part pour entrer dans celui de la confrontation aux faits et de l'expression de récits plus complexes.
- **Un temps générationnel** enfin car ces années correspondent à un tournant qui voit la génération ayant vécu la guerre disparaître et une nouvelle génération émerger. Dans les familles comme dans la société, cette nouvelle génération s'impose avec ses propres questions et ses propres besoins, et elle provoque nécessairement une recomposition de notre rapport au passé. Cette génération, c'est celle des petits-enfants, descendants des acteurs de cette histoire, et qui sont au cœur de cette thèse.

Cette thèse a pour **objectif** d'apporter une contribution scientifique, tant en science politique que dans le champ de la sociologie de la mémoire, sur le rapport de la nouvelle génération au passé algérien, un passé qui est autant l'histoire de leurs familles que notre histoire commune.

Mes questionnements de départ interrogent **trois représentations majeures** encadrant les débats académiques et les prises de positions sur les mémoires de la guerre d'Algérie :

1. Premièrement, l'idée que la guerre d'Algérie serait une histoire de **silence**, un objet oublié, sensible voire occulté par les institutions, et que les familles concernées n'auraient rien transmis. La guerre d'Algérie aurait été peu racontée et par conséquent ferait l'objet d'un refoulé ou de récits fantasmés alimentant les rancœurs des différentes parties en présence.
2. Deuxièmement, l'idée que le **cloisonnement des mémoires** décrit par la littérature se prolongerait dans les nouvelles générations ; que les jeunes, en fonction de leurs histoires familiales, auraient des représentations différentes du passé, voire antagonistes ; et qu'une guerre des mémoires serait à l'œuvre dans la société française.
3. Et troisièmement que ces mémoires transmises dans le cloisonnement des familles joueraient un rôle dans la **construction identitaire et dans la socialisation politique des jeunes** ; nourrissant notamment des phénomènes de politisation. Les fameuses *mémoires dangereuses* seraient susceptibles de nourrir les tensions qui sont repérables dans la société française actuelle.

La réponse à ces questionnements prend la forme d'une exploration de la mémoire des jeunes Français à partir de **quatre dimensions** :

1. **Une dimension cognitive** d'abord qui consiste en un inventaire des connaissances et des représentations que les jeunes ont de la guerre et de la colonisation.
2. **Une dimension familiale** ensuite abordée au travers de la transmission des narrations produites au cœur de l'intimité de la vie des familles concernées.
3. **Une dimension identitaire** où s'appréhende le rôle de la mémoire collective et des mémoires familiales dans la construction identitaire des jeunes.
4. **Enfin une dimension politique** relevant des interrogations sur l'incidence de ces mémoires dans la socialisation politique des jeunes.

Les deux dernières dimensions retenues – identitaire et politique- permettent d'identifier les éventuelles tensions héritées de cette histoire.

## II. Méthodologie

**Mon parcours de recherche** a débuté par un grand nombre de lectures. Il a fallu plonger dans les méandres de l'histoire coloniale puis comprendre la formation des groupes sociaux qui composent la France d'aujourd'hui et dont sont issus les descendants interrogés dans cette recherche. Il a fallu restituer la formation des différentes mémoires en circulation dans l'espace public français pour aussi les questionner et les confronter à la réalité. Ce travail de définition et de restitution des connaissances a été fondamental pour construire mon terrain d'enquête, développer une approche par l'intime du vécu des familles, desceller les enjeux de

positionnement à l'œuvre dans les récits de soi produits par les descendants et identifier les représentations sociales et politiques en circulation dans l'espace public.

La recherche se fonde sur un corpus empirique solide et inédit mêlant plusieurs méthodes pour appréhender la complexité de l'articulation entre socialisation politique, mémoire et histoire.

- **L'étude quantitative** se base sur un échantillon représentatif de 3 000 jeunes de 18-25 ans répondant à 60 questions longuement travaillées dans les échanges avec les chercheurs et avec l'institut d'opinion (IFOP) en charge de la passation du questionnaire. L'ampleur et la qualité de l'échantillon permettent une précision sans équivoque des résultats. Ces données apportent une objectivité à un sujet qui occupe l'attention des institutions et du débat public.
- **L'étude qualitative** repose sur 75 entretiens avec des petits-enfants de familles affectées par la guerre d'Algérie. Dans la sélection des enquêtés, je me suis assuré d'une diversité de jeunes en fonction de leurs histoires familiales, de leurs positionnements géographique ou social. Mais connaissant le rôle primordial qu'occupent les associations d'anciens acteurs dans la formation des mémoires, j'ai pris soin de sélectionner des jeunes descendants issus à la fois de familles proches de ces associations mais aussi très éloignées.
- Cette thèse était financée dans le cadre d'un **contrat CIFRE à l'ONAC-VG** (Office National des Anciens Combattants et Victimes de guerre). Cet engagement s'est traduit par cinq années d'observation au sein d'une institution en charge des politiques mémorielles et plus particulièrement du déploiement d'un programme intitulé *Histoire Mémoires Guerre d'Algérie* à destination des collèves et des lycées, et qui propose exposition pédagogique, outils en ligne, formations de professeurs, et témoignages croisés en classe d'anciens acteurs de la guerre. J'ai ainsi pu observer une centaine de sessions de témoignage et récolté des **questionnaires** distribués avant et après les séances pour en mesurer l'impact sur les représentations des jeunes.

Cette navigation entre les terrains imposait une **définition très malléable de ce qu'est un jeune** en France aujourd'hui. Il était en effet difficile d'arrêter une borne d'âge. Mais les jeunes sont ici saisis par une double définition :

- **Une définition démographique** plutôt étroite, c'est-à-dire 18 – 25 ans correspondant au découpage habituel des enquêtes quantitatives.
- **Une définition générationnelle** qui est celle des petits enfants et qui s'est imposée dans les entretiens. La grande diversité des formes familiales impliquait une fourchette plus large, allant de 16 à 35 ans. Cela s'est avéré très riche heuristiquement car cela m'a permis de repérer les enjeux de positionnement à l'œuvre autour de la trentaine. Alors que les jeunes s'appêtent à se lancer dans des projets de vie, ils sont nombreux à faire un retour sur cette histoire familiale et collective pour préciser leur positionnement dans la famille et dans la société française.

J'ai donc fait le choix méthodologique de mobiliser plusieurs cibles et plusieurs dispositifs d'enquêtes pour saisir le phénomène de la mémoire dans sa diversité et sa complexité.

### III. Principaux Résultats

Ce travail mené sur quatre années de recherche m'a permis d'aboutir aux résultats suivants :

1. Il a d'abord permis de dresser un **état des connaissances et des représentations** des jeunes sur la colonisation et la guerre d'Algérie. Ce dernier révèle un manque de connaissances important et la perception d'une histoire réduite à sa dimension violente et conflictuelle. Cette méconnaissance se double d'un manque de compréhension car les faits connus sont souvent isolés. La colonisation, c'est-à-dire l'origine, est un désert cognitif et politique. Et les conséquences institutionnelles et démographiques sont absentes des champs de vision. Mais ces lacunes ont aussi permis une relative mise à distance du sujet. L'école et la culture populaire participent autant que la famille à la construction de représentations finalement assez consensuelles chez les jeunes Français. Ils partagent une vision assez ambivalente et plutôt critique de la colonisation, légitiment l'Indépendance et expriment une bienveillance envers l'ensemble des groupes issus de cette histoire.

Les résultats font néanmoins émerger **deux lignes de force** à l'œuvre dans le processus de socialisation politique des jeunes Français et encadrant leur rapport à la guerre d'Algérie : **celle de la politisation et celle de la transmission familiale**. Les jeunes politisés et les jeunes descendants de familles ayant été affectées d'une façon ou d'une autre par la guerre ont une meilleure connaissance et une plus grande capacité à se positionner sur ce passé. **Mais ces deux lignes de force ne produisent pas les mêmes effets**. Si la transmission familiale détermine un plus fort intérêt des jeunes pour cette histoire et parfois la forme que peuvent prendre certains de leurs récits, le jugement sur le passé reste quant à lui d'abord déterminé par l'orientation politique et la teneur de la socialisation politique familiale. Descendants de pieds-noirs et d'Algériens peuvent ainsi partager une même appétence pour le sujet et un même regard critique sur la colonisation. Mais les jeunes de gauche, de droite et d'extrême-droite auront bien des représentations antagonistes de la colonisation et de la guerre d'Algérie.

2. Un autre résultat a été de mesurer pour la première fois la **trace démographique** de la guerre d'Algérie dans la société française. **39% des jeunes de 18-25 ans déclarent avoir dans leur famille une personne affectée par la guerre.**
3. **L'étude de la transmission familiale, de ses contenus comme de ses mécanismes, au cœur du travail de la thèse**, révèle que la famille est un espace privilégié de rencontre avec la guerre d'Algérie. Dans les familles, le passé algérien ne se raconte pas avec des dates ou des enchaînements factuels mais avec des silences suspendus, des bribes de savoirs, des anecdotes et des emprunts à la mémoire collective dont l'utilité est éprouvée. A défaut de parole, les lieux, les objets, les particularismes culturels mais aussi les troubles habitant les grands-parents sont autant de balises auxquelles la mémoire peut s'arrimer pour perdurer, et autant d'indices que les jeunes peuvent suivre pour découvrir l'histoire familiale. Cet ensemble matériel et immatériel forme, pour chaque jeune descendant, un territoire de mémoire aux frontières plus ou moins bien

définies. Cet espace est régi par des règles implicites et explicites désignant l'indicible et le dicible. Ces règles sont établies collectivement, en famille, et sont le fruit du travail de trois générations. **Les familles transmettent ainsi l'essentiel** : c'est à dire l'origine pour savoir d'où l'on vient, l'épreuve pour ressentir le chemin parcouru mais aussi la reconstruction pour offrir aux descendants la possibilité de se projeter en France. **Les jeunes sont des acteurs à part entière de ce processus**. Ils explorent la mémoire familiale et en redéfinissent les règles tout en veillant à ne jamais rompre les équilibres familiaux.

4. Autre résultat important, l'exploration de la dimension identitaire révèle que l'histoire familiale et plus généralement notre histoire collective, ont nécessairement **une influence sur la construction identitaire des jeunes**, notamment des jeunes descendants d'Algériens, de pieds-noirs ou de Juifs d'Algérie. On peut résumer cet effet à un **inconfort** qui résulte d'une méconnaissance de l'histoire comme de leur histoire. Cette dernière place les jeunes dans une situation d'incompréhension et de questionnements. Mais l'inconfort provient aussi du fait **qu'ils héritent de la fixité des catégories et des représentations issues du monde colonial**. Le racisme et l'antisémitisme font encore des victimes aujourd'hui et ces expériences forcent les jeunes à faire un retour sur ce passé. A cette fixité des identités, ils opposent une nécessaire fluidité pour pouvoir se définir comme Français, Algériens, Juifs, Arabes, Méditerranéen et tout cela à la fois. Ces résultats indiquent que **les modalités du rapport à l'altérité constituent l'héritage politique majeur de l'histoire algérienne de la France**. Les représentations négatives sur les Arabes, les Algériens, les Musulmans et les Juifs relèvent de ces modalités. A cet endroit une tension identitaire bien palpable taraude la société française actuelle. L'inconfort ressenti, les questionnements qui s'imposent et le regard des autres, poussent un nombre non négligeable de jeunes à se lancer dans des **quêtes** pour comprendre l'histoire collective plus que l'histoire familiale et ainsi mieux se positionner, à la fois dans leur famille et dans la société française.

5. Enfin, j'ai montré que **la pluralité des mémoires ne débouche pas sur une pluralité des formes de socialisation politique et de politisation**. Il n'y a pas de socialisation politique différenciée qui soit propre aux descendants de pieds-noirs, aux descendants d'Algériens ou de Juifs d'Algérie.

L'histoire familiale a bien un impact sur la socialisation politique. L'enquête quantitative montre **qu'hériter de la guerre d'Algérie explique des comportements spécifiques**. Les jeunes descendants dans tous les groupes étudiés sont toujours plus politisés et plus engagés que les autres jeunes non concernés par cette histoire. Ils témoignent d'une participation politique plus marquée, plus critique et plus protestataire que les autres jeunes Français. Dans ces familles affectées par la guerre, l'histoire comme la mémoire familiale ont produit une attention particulière à la politique et une plus forte politisation qui ont été transmises à la nouvelle génération. Des familles de gauche, de droite ou d'extrême-droite transmettent leurs préférences politiques à leurs descendants. Les filiations sont nombreuses mais les ruptures aussi, notamment de la

droite vers la gauche, car elles sont pour ces jeunes l'occasion de s'émanciper du poids politique de la colonisation, de se réaffilier et de construire leur propre rapport à la société française et à son histoire.

- a. Enfin, **la politisation des jeunes se fait rarement sur les questions de mémoire**. Ils ont d'autres horizons et d'autres défis. Leur intérêt relève davantage d'une demande d'éclaircissement et de dépassement.
- b. Mais il y a des exceptions. Une **politisation des questions de mémoire** peut advenir dans un contexte particulier qui est celui de familles et de jeunes déjà politisés et au travers d'un vecteur qui n'est pas le rapport au passé en soi, mais les modalités du rapport à l'altérité. On distingue alors deux cas :
  1. **Les jeunes victimes de racisme et d'antisémitisme ou qui ont pu en être témoins dans leur famille ou dans leur environnement**. Lorsqu'ils cherchent l'origine des stéréotypes ou construisent des résistances, ils opèrent souvent un retour sur l'histoire familiale et coloniale. La mémoire devient alors une ressource, un chemin pour comprendre, mais sans jamais excuser.
  2. **La deuxième exception porte sur les jeunes positionnés à droite et à l'extrême droite** qui restent inscrits dans une idéologie coloniale modernisée. Ils refusent les analyses critiques sur le passé, stigmatisent les descendants d'immigrés et déploient un positionnement victimaire. Ce positionnement est le fait d'une minorité mais il rencontre une forte résonance dans l'espace public et porte en lui un fort potentiel de violence. Pour certains, le combat pour l'Algérie française se poursuit dans le combat pour la France française.

Ainsi les tensions mémorielles que nous avons l'habitude d'associer à la guerre d'Algérie ne sont pas à chercher parmi les descendants de cette histoire. Elles relèvent davantage des clivages politiques. **La colonisation et la guerre d'Algérie ont donné naissance non pas à un cloisonnement des mémoires mais à un cloisonnement des cultures politiques**, coloniale d'une part et anticoloniale d'autre part qu'Annick Percheron avait déjà identifié en 1991. Ce clivage s'est prolongé dans le soutien ou l'opposition à Mai 68, à la peine de mort en 1981, aux mouvements de l'immigration des années 1980. Il se fixe aujourd'hui sur l'acceptation ou le refus d'une société française créolisée.

Les démarches mémorielles poursuivant un objectif d'apaisement qui feraient abstraction de cette réalité ne sauraient réaliser leur objectif. Les jeunes descendants n'ont pas à se réconcilier car ils ne se sont pas affrontés et n'ont pas de visions antagonistes du passé. Mais la clarification de notre rapport éthique et politique à la colonisation d'une part et le travail d'histoire et de démocratisation de l'écriture de la mémoire d'autre part semblent davantage être le chemin. Les attentes des jeunes sonnent comme des exigences démocratiques tant elles pointent la nécessité d'améliorer les cadres de la connaissance, un renforcement des échanges entre générations, entre jeunes et avec les Algériens, une démocratisation de l'accès à la parole et une lutte plus ambitieuse contre le racisme et l'antisémitisme.

#### **IV. Les attentes d'une génération**

**83% des jeunes que nous avons interrogés estiment que la mémoire collective doit autant inclure les moments glorieux que les zones d'ombres de l'histoire commune.** Il faut à la fois garder en mémoire les événements dont la France peut être fière que les événements dont elle n'a pas à l'être. Les jeunes ont intériorisé la complexité de la fabrique de la mémoire collective et de l'identité nationale. Ils ne sont pas porteurs d'une vision étroite de l'histoire qui ne servirait qu'à flatter le nationalisme. La mémoire collective est pour eux un instrument de vérité. La pluralité des événements doit pouvoir s'y lire. Mais elle est également une base sur laquelle écrire une histoire commune reflétant une pluralité d'expériences et d'identités. Leur sentiment national est plus hybride que pour les générations précédentes. Non pas qu'ils se sentent moins Français, mais ce sentiment d'appartenance se nourrit d'une navigation constante entre le cosmopolitisme, le national, l'ultra local et une multiplicité de micro-appartenances sociales, culturelles ou même d'usages. **Cette reconfiguration amène à une recomposition du rôle de la mémoire collective, devant maintenant refléter cette fluidité des identités et la complexité d'adhésions devenues multipolaires.** Il ne s'agit plus de construire un roman national univoque, mais **d'offrir un cadre institutionnel démocratique dans lequel une multiplicité d'acteurs coconstruit, fait exister et se rencontrer plusieurs mémoires collectives,** permettant à chacun de s'inscrire et de se reconnaître dans une histoire modulable. Alors que le roman national imposait Jeanne d'Arc, la Révolution française, les guerres mondiales et de Gaulle, ces figures et ces événements doivent désormais cohabiter, sans pour autant disparaître, avec Martin Luther King, Thomas Sankara, Simone Veil, Frida Kahlo, les victimes des génocides du XXe siècle, les chibanis du quartier, Maradona, Zyed et Bouna, les attentats de 2015 ou encore Beyoncé.

Dans cet espace de production et de circulation de la mémoire collective, **les jeunes estiment qu'il faut faire plus de place à la guerre d'Algérie et à la colonisation.** Plus de la moitié d'entre eux (56%) considère qu'on ne parle pas assez de ces événements et les trois quarts (74%) que l'entretien de cette mémoire coloniale est important pour le pays. Dans leur grande majorité, les jeunes souhaitent **s'affranchir de l'extrême susceptibilité qui entoure encore la mémoire de l'évènement.** Pour eux, il est temps non seulement de parler davantage de la guerre d'Algérie, mais surtout d'en parler mieux. Ils jugent que l'incapacité collective à en parler et les instrumentalisation politiques qui en découlent constituent un problème public aux lourdes conséquences. Ces défaillances soulèvent leur incompréhension, voire **une défiance vis-à-vis des institutions,** accusées de vouloir cacher la vérité et d'empêcher le travail de la mémoire. Les jeunes témoignent de leur impatience et beaucoup d'entre eux lancent un **appel à la responsabilité de leurs aînés** pour en finir avec les silences, les dissimulations, l'évitement et l'instrumentalisation du passé. **L'Histoire doit primer sur la mémoire, les faits sur les émotions, les historiens sur les politiques.**

Car ce passé n'est pas leur ligne d'horizon. Ils ont d'autres envies, d'autres défis et se projettent déjà vers d'autres avenir. Ils disent vouloir avancer et ne pas être lestés par l'histoire et son cortège de victimes et de coupables. Pour cela, **la société doit se mettre en travail afin de leur offrir la possibilité d'un dépassement.** Il est, selon eux, urgent de se confronter au passé franco-algérien et colonial, d'autant que la génération ayant vécu les événements est en train de disparaître. **Le sentiment d'urgence ressenti est à la fois intime et politique.** Il renvoie à la perte prochaine de leurs proches et à une angoisse diffuse attachée à la construction

d'un avenir personnel et collectif. **Connaitre, comprendre, parler du passé n'est pas une fin en soi mais le moyen pour eux de se délester d'un poids qui entrave la réalisation de leur potentiel personnel et générationnel.** Ainsi leurs exigences mémorielles sonnent comme des exigences démocratiques tant elles pointent des manquements en termes de politiques publiques, de lien social et de démocratisation de l'accès à la parole.

**Les jeunes formulent une demande d'Histoire plus que de mémoire.** Pour eux, le rapport de la société française au passé algérien doit trouver le chemin de l'objectivité et de la normalisation. Plus qu'une demande de reconnaissance, les jeunes attendent des explications. Ils ne sont pas nécessairement demandeurs de gestes mémoriels mais de **clefs pour comprendre le passé.** Cette demande d'histoire ne se limite pas à la guerre d'Algérie mais concerne surtout la colonisation et ses conséquences : l'exil, l'immigration, mais aussi les origines du racisme et de l'antisémitisme qui constituent à leurs yeux autant d'angles morts de l'histoire algérienne. Ils veulent comprendre les raisons ayant conduit la France à coloniser l'Algérie et connaître les mécanismes qui sous-tendent un système colonial. Ils souhaitent que les faits, les responsabilités et les bilans ne fassent plus l'objet des seuls débats politiques mais qu'ils soient définitivement établis, que les conséquences de ce passé sur le présent soient connues et explicitées. Ils formulent des **demandes concrètes d'amélioration du cadre d'élaboration et de circulation des connaissances,** comme l'ouverture de toutes les archives, davantage de moyens pour que les chercheurs puissent travailler et vulgariser leurs recherches ainsi qu'un renforcement des programmes scolaires et des formations des professeurs. Cette demande est particulièrement centrale pour les descendants de rapatriés et de harkis car une meilleure compréhension de l'engrenage du système et de l'idéologie coloniale permettrait de dédouaner leurs familles pour les uns de la responsabilité du colonialisme et pour les autres de l'accusation de trahison.

Les jeunes n'arrivent pas toujours à formuler ce qu'ils attendent des responsables politiques. Qui doit reconnaître ? Et quoi exactement ? Le 17 octobre ? La colonisation ? L'abandon des harkis ? Tout cela en même temps ? **Les différents gestes mémoriels des dernières décennies ne sont pas parvenus jusqu'au jeunes.** Ces gestes n'ont pas été intégrés dans leur réalité présente. **Ils n'ont pas permis de rétablir un sentiment de justice,** de combler un manque et de répondre à leurs questions. **La demande de reconnaissance est une demande englobante, appelant la parole publique à clarifier la position collective à adopter sur le passé** pour mieux le clore. Les jeunes réclament que les faits soient énoncés et les responsabilités identifiées.

Dans ce processus l'attitude vis-à-vis des responsables politiques et notamment du Président de la République est ambivalente. Alors que les jeunes souhaitent des gestes de reconnaissances symboliques, ils disent aussi ne plus rien attendre des politiques et se montrent méfiants envers toute la parole publique. Si les responsables politiques s'engagent sur le chemin du travail mémoriel, comme cela semble être le cas d'Emmanuel Macron, ils ne doivent pas décevoir. Plus que les grands discours les jeunes attendent que la mémoire de la guerre d'Algérie et de la colonisation s'inscrive dans **des politiques publiques durables d'éducation, de recherche et de soutien à la culture.**

Les jeunes en appellent à une **nouvelle génération de politiques de mémoire**. L'accès à la matière historique et à l'écriture mémorielle doit être démocratisé. Ainsi les récits sur le passé pourraient-ils trouver de multiples points d'ancrage dans leur environnement personnel et quotidien.

En plus de l'école et de la recherche, le monde de la culture est particulièrement attendu. Ils pointent leur besoin de rendre plus accessibles les connaissances afin de mieux les assimiler. **Les films, les expositions, les documentaires et les podcasts, ou encore les livres traitant de la colonisation et de l'Algérie doivent pouvoir trouver les moyens institutionnels et financiers de voir le jour** et de faire circuler de nouvelles images et de nouveaux récits.

Au-delà des conditions d'écriture de l'histoire et de la mémoire, les jeunes cherchent des **opportunités de dialogues et d'échanges entre les mémoires, entre les générations, entre les jeunes eux-mêmes et avec l'Algérie et les Algériens**. Ils insistent sur la nécessité de pouvoir entendre d'autres récits et de faire dialoguer ceux-ci dans l'espace public, notamment avec les générations les ayant précédés. La segmentation des espaces de leur vie quotidienne entrave aussi la possibilité de se rencontrer entre eux, au-delà de leurs seuls cercles ou réseaux familiaux. Cette demande invite le politique à **offrir un cadre institutionnel qui puisse créer des temps, des espaces et des outils multipliant les occasions de rencontres** : renforcement de l'éducation populaire et des temps associatifs et collectifs, visites en commun de musées et de mémoriaux, témoignages en classe ou en ligne, voyages en Algérie, apprentissage des langues.

**Les liens avec l'Algérie et les Algériens** ne sont pas oubliés. La plupart des jeunes connaissent mal ce pays, sa géographie, son histoire et sa société contemporaine. L'Algérie semble absente de leur carte mentale. Elle n'est pas une destination touristique et son patrimoine culturel est méconnu. Beaucoup de jeunes s'en désintéressent et confient ne pas savoir de quelle façon développer une curiosité pour ce pays. Ce désintérêt cohabite avec un fort désir de découverte, d'apprentissage, de circulation et de dialogue notamment avec la jeunesse algérienne dont les aspirations démocratiques s'expriment dans le *Hirak* soulèvent admiration et espoir. Les jeunes descendants notamment, sont nombreux à espérer y voyager pour découvrir la culture et parfois se reconnecter à l'histoire familiale. Des deux côtés de la Méditerranée, des politiques publiques doivent pouvoir **organiser une libre circulation et une coopération permettant des échanges entre les jeunes et entre les deux pays**. Près de trois quarts des jeunes Français (69%) pensent que les relations entre la France et l'Algérie doivent être améliorées pour construire un avenir partagé. Loin des rancœurs du passé, ils ont conscience que l'avenir de la France et de l'Algérie reste lié. Ils invitent à construire une relation d'un nouveau type à l'Algérie et aux Algériens qui doit être désormais une relation d'égalité, débarrassée de l'arrogance de la domination française et de l'instrumentalisation des rancœurs coloniales. Une relation où le rapport à l'Autre se construirait sur la considération, la curiosité, et l'empathie. Gageons que cela sera possible. C'est ce que veut en tout cas faire entendre la génération des descendants, la génération du dépassement.